

rées du sénateur McCutcheon. Et lorsque je l'ai vu se lever pour protester, j'ai pensé à un propos de M. Churchill: «Rien ne doit entraver la rancœur et l'acribité de la discussion publique.»

Honorables sénateurs, depuis mon arrivée au Sénat, j'ai entendu maintes fois des collègues souligner qu'ici, nous devons toujours faire preuve d'un parfait esprit de soumission. D'après moi, c'est de la sottise pure et simple. Je suis partisan et j'espère être toujours assez sincère pour ne pas m'en cacher. J'ai remarqué que ceux d'entre nous qui sont toujours prêts à nous prêcher l'impartialité sont les premiers, lorsque l'occasion se présente, à faire preuve d'un esprit de parti excessif.

A cette heure tardive, personne ne veut tarder à faire disparaître un mal qui afflige le pays depuis une semaine. Pour ma part, j'ai bon espoir que les syndicats de cheminots du pays, à cause de leur sens des responsabilités et de leur patriotisme, n'hésiteront pas, une fois le bill adopté, à ordonner le retour au travail. (*Applaudissements*)

Je n'ai pas le moindre désir et je doute même pouvoir, je l'avoue, repasser de nouveau tous les articles de ce bill dont la plupart d'ailleurs nous arrivent balafrés de l'autre endroit et, de toute façon, nous, en cette enceinte, ne sommes pas en mesure de mettre un point sur un i ou une barre sur un t dans ce bill. C'est un projet de loi de finance et il me semble presque vain de perdre notre temps à le discuter. Ceci étant posé, je ne crois pourtant pas que mon attitude me libère de mon devoir de dire que le mal qui rôde parmi nous depuis une semaine remonte, en ligne directe encore, à la faiblesse, à l'irresponsabilité et à l'incompétence du gouvernement.

Ne vous y trompez pas, c'est le jugement de la population du Canada à l'heure actuelle. Si vous aviez remonté la rue Sparks, à Ottawa, cet après-midi et si vous aviez demandé à l'homme dans la rue ce qu'il pense des événements de la semaine au Canada, il vous aurait répondu deux choses: d'abord, il aurait dit que ce qui se produit au Parlement cette semaine encore une fois réussit à le faire déchoir et, ensuite, il aurait parlé de l'incompétence du Parlement.

**L'honorable M. Choquette:** Bravo!

**L'honorable M. O'Leary (Carleton):** Il n'y a pas de doute possible. C'est ce que la population pense et il est assez facile de le prouver.

Voici un bill inflationniste. C'est une conséquence de l'inflation. Il résulte de l'inflation qui a commencé de ramper dans le pays il y a un an et qui atteint maintenant presque le galop. Qu'est-ce que le gouvernement a fait, entre-temps? Le gouvernement actuel a l'avantage et le privilège de compter parmi ses conseillers deux des plus éminents fonctionnaires de tous les pays démocratiques au monde.

Je parle de M. John Deutsch, président du Conseil économique du Canada, et de M. Louis Rasminsky, gouverneur de la Banque du Canada. A maintes reprises, l'année dernière, ces deux hommes ont signalé au gouvernement les dangers d'inflation. M. Deutsch l'a fait dans le premier et le deuxième exposé du Conseil économique du Canada et M. Rasminsky, dans diverses déclarations sur la Banque du Canada. Et qu'a-t-on fait? Devant un problème semblable, quoique moins frappant que le nôtre, tout pays démocratique aurait adopté, comme le Royaume-Uni et les États-Unis l'ont certainement fait, des principes directeurs régissant les prix et les salaires, soit 3½ p. 100 dans le cas du Royaume-Uni et environ le même montant aux États-Unis. Il est vrai qu'on peut ne pas tenir compte de ces principes directeurs mais leur seule existence a prouvé que ces gouvernements étaient conscients des problèmes auxquels ils faisaient face et qu'au moins ils ont fait comprendre la gravité de la situation qui existait au salariat, chez les capitalistes et au patronat.

Qu'avons-nous eu au Canada? Nous avons eu il y a quelques mois un exposé budgétaire dans lequel le ministre des Finances a admis l'existence d'un tel problème en disant qu'il le tiendrait à l'œil. Quelle surveillance a-t-il exercée en fait? Les prix n'ont cessé de monter, et ils causent de graves difficultés à des milliers et à des milliers de Canadiens. Or, tout ce que le cabinet nous a fait entendre jusqu'ici, ce sont les ronflements sonores des occupants des banquettes ministérielles.

Tels sont les faits qu'on peut appuyer sur des documents. Elle est révoltante à contempler, l'inertie complète de notre gouvernement devant l'inflation, la montée des prix et les tendances inflationnaires des négociations entre le patronat et le salariat.

Je sais qu'on a prétendu, à l'autre endroit, qu'une hausse de 30 p. 100 dans le cas des employés de la voie maritime et des débardeurs de Montréal constituait une exception